

# 2025 : L'ANNÉE DE LA RÉSOLUTION DÉFINITIVE DU CONFLIT DU SAHARA

**Une nécessité stratégique globale**

**Abdelhakim Yamani  
Sanae Hanine**

**Classification  
Public**



**ANALYSE**

# 2025 : L'année de la résolution définitive du conflit du Sahara

## Une nécessité stratégique globale

**Auteurs :**

**Abdelhakim Yamani**

Analyste consultant géopolitique et Président de l'Institut Géopolitique Horizons

**Sanae Hanine**

Professeur d'Économie à l'Université Hassan 1er de Settat et Chercheur à l'Institut Géopolitique Horizons

## SYNOPSIS



## ANALYSE

# SYNOPSIS

Cette analyse démontre que l'année 2025 représente une fenêtre d'opportunité historique pour la résolution définitive du conflit du Sahara occidental. Cinquante ans après la Marche Verte, plusieurs facteurs convergent pour créer une conjoncture favorable : le retour de Donald Trump à la Maison Blanche, l'évolution des positions diplomatiques internationales, et surtout, la transformation du Maroc en puissance régionale incontournable.

L'étude établit que le statu quo n'est plus tenable, la persistance du conflit menaçant désormais la stabilité d'un espace géopolitique s'étendant du Maghreb à l'Europe, en passant par le Sahel. Elle analyse comment le Maroc a considérablement renforcé sa position à travers une diplomatie économique offensive en Afrique, la diversification de ses partenariats internationaux, et un modèle de développement ambitieux dans les provinces du Sud.

Le document identifie cinq scénarios possibles de résolution en 2025 : une résolution sous impulsion américaine, une initiative du club des pays amis du Sahara, une solution négociée sous pression internationale, une consolidation progressive du fait accompli, et la voie du dialogue direct maroco-algérien fondée sur les initiatives royales.

L'analyse souligne que le nœud gordien réside dans la position algérienne, et qu'une résolution durable exigera une approche permettant à l'Algérie de "sauver la face" tout en acceptant la réalité du plan d'autonomie marocain. Elle démontre également pourquoi la résolution du conflit est devenue un impératif stratégique pour l'Europe, confrontée aux défis migratoires, énergétiques et sécuritaires.

**à suivre**



## ANALYSE

# SYNOPSIS

Le document examine en profondeur les dimensions économiques et développementales qui constituent des leviers de résolution, notamment le potentiel des provinces du Sud comme hub énergétique méditerranéen, la valorisation de l'économie bleue et la diplomatie des phosphates.

Sur le plan institutionnel, l'analyse pointe les limites des mécanismes onusiens actuels et la nécessité de dépasser le cadre de la MINURSO, devenu anachronique.

En conclusion, l'étude affirme que 2025 pourrait marquer non pas simplement la fin d'un conflit, mais le début d'une nouvelle ère d'intégration régionale, faisant du Sahara un carrefour d'échanges entre le Maghreb, l'Afrique subsaharienne et l'Europe. Elle soutient que la convergence des intérêts stratégiques de tous les acteurs crée une responsabilité historique pour saisir cette opportunité unique.

## ANALYSE

### TABLE DES MATIÈRES

## Préface

### **Introduction : 2025, L'année de tous les possibles**

1. L'impératif d'une résolution définitive
2. La nouvelle configuration internationale
3. Le Maroc en 2025 : une puissance régionale incontournable
  - 3.1 Leadership continental
  - 3.2 Initiatives stratégiques majeures
  - 3.3 Soft power économique
  - 3.4 Diversification des partenariats stratégiques

### **I. Les nouvelles dynamiques de résolution**

1. Le club des pays amis du Sahara : un acteur diplomatique émergent
2. La position américaine : continuité stratégique et nouvelles opportunités
3. Les défis de la résolution : le nœud gordien algérien

### **II. La convergence des intérêts internationaux**

1. L'urgence européenne : sécurité, énergie et migration
2. Les nouvelles puissances : entre opportunisme et vision stratégique
  - 2.1 La stratégie chinoise : Le Sahara dans les nouvelles routes de la soie
  - 2.2 La Russie : entre héritage soviétique et réalisme stratégique
  - 2.3 L'Inde et les puissances émergentes : des acteurs aux intérêts croissants

### **III. Les dimensions économiques et développementales : clés de la résolution**

1. Le modèle de développement des provinces du Sud : Un catalyseur pour la résolution
2. Le Sahara comme hub énergétique méditerranéen et africain
3. L'économie bleue : un potentiel inexploité
4. L'OCP et la diplomatie des phosphates

### **IV. L'intégration africaine comme vecteur de résolution**

1. La réintégration à l'UA : un tournant stratégique
2. Les initiatives panafricaines portées par le Maroc
3. La diplomatie économique comme levier d'influence



## ANALYSE

### TABLE DES MATIÈRES

#### **V. La dimension sécuritaire : un argument majeur pour la résolution**

1. Le Sahel en crise : implications pour le dossier du Sahara
2. La lutte contre le terrorisme et l'extrémisme
3. La gestion des flux migratoires

#### **VI. Le rôle des institutions internationales**

1. L'ONU et le Conseil de sécurité : vers une solution définitive
2. La nécessité de dépasser le mécanisme de l'Envoyé personnel
3. La MINURSO : un héritage coûteux à dépasser

#### **VII. Les scénarios de résolution en 2025**

1. Scénario 1 : La résolution sous impulsion américaine
2. Scénario 2 : L'initiative du club des pays amis du Sahara
3. Scénario 3 : La solution négociée sous pression internationale
4. Scénario 4 : La consolidation progressive du fait accompli
5. Scénario 5 : La voie du dialogue direct maroco-algérien

#### **VIII. Les conditions de succès d'une résolution définitive**

1. L'intégration effective des populations sahraouies
2. Les garanties internationales
3. Le développement économique comme outil de consolidation
4. La réconciliation et la justice transitionnelle

#### **IX. Les implications d'une résolution définitive**

1. Pour la stabilité régionale et continentale
2. Pour la sécurité méditerranéenne et européenne
3. Pour les relations internationales du Maroc

#### **Conclusion**



## ANALYSE

# PRÉFACE

L'histoire des conflits territoriaux nous enseigne qu'ils trouvent leur résolution lorsque la convergence d'intérêts multiples et l'épuisement des paradigmes historiques qui les ont engendrés créent une fenêtre d'opportunité unique. En 2025, le dossier du Sahara occidental atteint précisément ce point de convergence critique où sa résolution n'est plus simplement souhaitable mais devient un impératif stratégique urgent pour l'ensemble des acteurs régionaux et internationaux.

Cinquante ans après la Marche Verte, la non-résolution de ce conflit n'est plus une option viable. Les implications d'une persistance du statu quo dépassent largement le cadre régional pour menacer la stabilité d'un espace géopolitique s'étendant du Maghreb à l'Europe, en passant par le Sahel et l'Afrique de l'Ouest. Cette menace intervient précisément au moment où le Maroc s'affirme comme un acteur incontournable du développement africain, un partenaire stratégique majeur pour l'Europe et un pôle de stabilité dans une région traversée par de multiples turbulences.

L'année 2025 se présente comme une année charnière où la convergence de plusieurs facteurs - retour de Trump à la Maison Blanche, cinquantenaire de la Marche Verte, montée en puissance du Maroc sur la scène internationale, évolution des positions diplomatiques - crée les conditions d'une résolution définitive. Cette convergence intervient dans un contexte où le Royaume a démontré sa capacité à diversifier ses partenariats stratégiques et à s'imposer comme un acteur majeur du développement continental africain ou les investissements directs étrangers en Afrique ont dépassé les 800 millions de dollars en 2021, selon le ministère des Finances.

## ANALYSE

# INTRODUCTION

## 2025, L'ANNÉE DE TOUS LES POSSIBLES

### 1. L'impératif d'une résolution définitive

L'année 2025 marque un tournant décisif dans l'histoire du conflit du Sahara. Ce qui était jusqu'alors considéré comme un "conflit gelé", selon l'expression de l'ex-président français François Hollande, devient un enjeu dont la non-résolution menace de déstabiliser non seulement la sous-région maghrébine mais risque également d'avoir des répercussions majeures sur la stabilité du continent africain et de l'Europe. La persistance de ce conflit, vieux de plus de cinquante ans, constitue désormais un frein au développement régional et un facteur de blocage pour de nombreux projets stratégiques essentiels tant pour l'Europe que pour l'Afrique.

Cette situation paradoxale devient d'autant plus intenable que le Maroc s'est imposé comme un acteur majeur du développement continental. Les multiples initiatives lancées par le Royaume - du projet de gazoduc atlantique (AAGP) aux projets d'infrastructures reliant l'Afrique de l'Ouest à la Méditerranée - démontrent sa capacité à porter des projets structurants à l'échelle continentale.

La persistance du conflit risque de compromettre ces avancées majeures pour le développement africain.

Par ailleurs, dans un contexte global marqué par l'instabilité, le risque d'embrasement régional ne peut être négligé. Le blocage persistant du processus politique pourrait conduire à une escalade des tensions dans la région, avec des conséquences potentiellement catastrophiques pour l'ensemble du Maghreb et du Sahel. Face à la montée des mouvements extrémistes et à la fragilisation des États sahéliens, un conflit ouvert au Sahara occidental constituerait un facteur d'aggravation majeur de l'instabilité régionale.

La résolution du conflit en 2025 s'impose donc comme une nécessité stratégique dont les bénéfices dépasseraient largement le seul cadre régional. Elle permettrait de libérer le potentiel de développement régional, de renforcer la coopération maghrébine et africaine, et de créer les conditions d'une stabilité durable dans un espace géopolitique clé pour la sécurité européenne.



## ANALYSE

# INTRODUCTION

## 2025, L'ANNÉE DE TOUS LES POSSIBLES

### 2. La nouvelle configuration internationale

Le retour de Donald Trump à la présidence américaine en janvier 2025 a suscité de fortes attentes au Maroc. Si la majorité des observateurs et des Marocains s'attendaient à une action immédiate de l'administration Trump sur le dossier du Sahara, notamment par la classification du Polisario comme organisation terroriste, la réalité géopolitique mondiale a imposé d'autres priorités initiales à Washington : la guerre en Ukraine, les tensions avec la Chine, les questions commerciales internationales et la refonte des droits de douane.

Néanmoins, plusieurs signaux indiquent clairement que l'administration Trump maintient fermement sa position favorable à la souveraineté marocaine sur le Sahara. La déclaration de Marco Rubio lors de son hearing de confirmation concernant le Maroc, ainsi que le séjour symbolique d'Ivanka Trump et Jared Kushner - l'architecte de l'Accord Tripartite de décembre 2020 - à Dakhla fin 2024, confirment cette orientation stratégique américaine.

Ces signaux s'inscrivent dans une continuité diplomatique qui trouve ses racines dans la reconnaissance historique par les États-Unis de la souveraineté marocaine sur le Sahara en décembre 2020.

La position américaine s'inscrit également dans un contexte plus large d'évolution des positions internationales. De nombreux États, conscients des enjeux stratégiques liés à la stabilité régionale et des opportunités économiques offertes par un Maghreb intégré, ont progressivement évolué vers une reconnaissance de facto ou de jure de la souveraineté marocaine. Cette tendance, initiée par les États-Unis, s'est accélérée avec l'ouverture de dizaines de consulats de nombreux pays dans les provinces du Sud, manifestation concrète d'une reconnaissance de la souveraineté marocaine.

Cette évolution du contexte international crée une dynamique favorable à une résolution définitive du conflit en 2025. La convergence des intérêts stratégiques des principales puissances mondiales, combinée à l'épuisement des options alternatives, ouvre la voie à une solution définitive basée sur le plan d'autonomie marocain, seule proposition réaliste et viable sur la table des négociations.



## ANALYSE

# INTRODUCTION

## 2025, L'ANNÉE DE TOUS LES POSSIBLES

### 3. Le Maroc en 2025 : Une puissance régionale incontournable

Le Maroc de 2025 s'est imposé comme un acteur majeur sur la scène africaine et internationale. Cette montée en puissance se manifeste à travers plusieurs dimensions qui transforment profondément la nature du débat sur le Sahara et rendent la résolution du conflit encore plus stratégique pour l'ensemble des acteurs internationaux.

#### Leadership continental

La réintégration du Maroc au sein de l'Union Africaine en 2017 a marqué le début d'une nouvelle ère d'influence continentale. Loin d'être une simple normalisation diplomatique, cette réintégration a été suivie par un engagement profond et multidimensionnel du Royaume sur le continent. Le Maroc a su rapidement s'imposer comme un acteur incontournable au sein de l'organisation, participant activement à l'élaboration et à la mise en œuvre de l'Agenda 2063 avec un pourcentage qui avoisine les 40% du plan décennal (2013 - 2023). Son expertise dans des domaines clés comme la sécurité alimentaire,

les énergies renouvelables, la gestion de l'eau ou la lutte antiterroriste en fait un partenaire précieux pour le développement continental.

Cette influence s'est particulièrement manifestée à travers le rôle actif du Royaume dans les différentes instances de l'UA. Le Maroc a intégré le Conseil de Paix et de Sécurité de l'UA, contribuant significativement aux débats sur la sécurité continentale. Il s'est également imposé comme un médiateur respecté dans plusieurs conflits régionaux, notamment au Sahel et en Libye, démontrant sa capacité à transcender les clivages traditionnels pour promouvoir des solutions africaines aux problèmes africains.

L'expertise marocaine dans le domaine de la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent est particulièrement reconnue et sollicitée. Le Centre africain d'études et de recherches sur le terrorisme, basé à Alger, collabore désormais étroitement avec les experts marocains, témoignant d'une reconnaissance continentale de l'expertise du Royaume. De même, l'Observatoire africain des migrations, dont le siège est à Rabat, illustre le leadership marocain sur des questions cruciales pour l'avenir du continent.

## ANALYSE

# INTRODUCTION

## 2025, L'ANNÉE DE TOUS LES POSSIBLES

### Initiatives stratégiques majeures

Le Maroc a lancé et porte plusieurs initiatives continentales structurantes qui démontrent sa vision pour le développement africain et son engagement à long terme pour la prospérité du continent :

Le projet African Atlantic Gas Pipeline (AAGP) constitue l'un des exemples les plus emblématiques de cette vision. Ce mégaprojet vise à relier le Nigeria à l'Europe en passant par 13 pays ouest-africains, créant un corridor énergétique majeur qui transformera profondément les équilibres énergétiques régionaux. Au-delà de sa dimension énergétique, ce projet représente un vecteur d'intégration économique sans précédent pour la région ouest-africaine et créera des interdépendances positives entre les économies concernées.

L'initiative pour l'accès des pays du Sahel à l'Océan Atlantique, lancée par le Roi Mohammed VI, témoigne également de cette vision stratégique à long terme. En proposant aux pays enclavés du Sahel un accès à l'Atlantique via les infrastructures marocaines, le Royaume contribue directement à résoudre l'un des handicaps structurels majeurs

de ces économies. Cette initiative comprend le développement d'infrastructures de transport (routes, chemins de fer), la création de zones logistiques dédiées et des facilités administratives et douanières spécifiques.

L'Alliance des États Africains Riverains de l'Atlantique, portée par le Maroc, constitue une initiative géopolitique majeure visant à créer un espace de coopération entre les 23 pays africains bordant l'océan Atlantique. Cette alliance vise à promouvoir une gouvernance concertée des ressources maritimes, à développer l'économie bleue et à renforcer la sécurité maritime face aux menaces croissantes (piraterie, trafics, pêche illégale).

Ces initiatives s'accompagnent d'une politique active d'investissements dans les infrastructures continentales. Les entreprises marocaines sont devenues des acteurs majeurs du développement des infrastructures en Afrique, particulièrement dans les secteurs de la banque, des télécommunications, des transports, de l'énergie et du BTP. Ces investissements créent un maillage d'interdépendances économiques qui renforce la position du Maroc comme hub régional et consolide son influence continentale.



## ANALYSE

# INTRODUCTION

## 2025, L'ANNÉE DE TOUS LES POSSIBLES

### Soft power économique

Le groupe OCP s'est imposé comme un acteur mondial incontournable dans le secteur des phosphates et des engrains, développant une présence active sur tous les continents. Cette position stratégique dans le domaine de la sécurité alimentaire renforce considérablement l'influence marocaine à l'échelle globale, particulièrement en Afrique où la question agricole reste centrale pour le développement. Le groupe OCP s'engage activement dans la sécurité alimentaire en Afrique en consacrant 4 millions de tonnes d'engrais aux agriculteurs africains en 2023. Cet effort vise à améliorer la productivité agricole et à soutenir la nutrition des sols afin d'optimiser les rendements des cultures. OCP collabore également avec divers partenaires pour renforcer les capacités agricoles sur le continent.

La stratégie africaine de l'OCP dépasse largement la simple commercialisation d'engrais pour s'inscrire dans une vision globale de développement agricole durable. À travers l'OCP Africa, le groupe a développé une approche intégrée comprenant :

- Le développement d'engrais adaptés aux sols et cultures spécifiques de chaque région
- Des programmes de formation des agriculteurs

- La promotion de pratiques agricoles durables
- Le soutien à la recherche agronomique
- Le développement de chaînes de valeur complètes
- La facilitation de l'accès au financement et aux marchés

Cette approche fait de l'OCP un partenaire stratégique pour la transformation agricole du continent, positionnant le Maroc comme un acteur incontournable de la sécurité alimentaire africaine. La maîtrise de cette ressource stratégique dans un contexte global marqué par des tensions croissantes sur les marchés alimentaires confère au Royaume un levier d'influence considérable.

Parallèlement, les institutions financières marocaines ont développé une présence significative sur le continent. Les banques marocaines figurent désormais parmi les acteurs majeurs du secteur financier africain, participant activement au financement du développement et à l'inclusion financière. À fin décembre 2021, ces banques contribuaient à hauteur de 29,3% au résultat net global du secteur bancaire,



## ANALYSE

### INTRODUCTION

#### 2025, L'ANNÉE DE TOUS LES POSSIBLES

et elles détiennent environ un cinquième du marché dans la région, centralisant 23,1% des dépôts. Cette présence bancaire facilite les échanges économiques et les investissements marocains sur le continent tout en renforçant la position du Royaume comme hub financier régional.

Le secteur des télécommunications constitue un autre vecteur d'influence économique majeur. Maroc Telecom, à travers ses filiales, est présent dans une dizaine de pays africains, contribuant à la réduction de la fracture numérique et au développement de l'économie digitale. Cette présence dans un secteur aussi stratégique renforce l'influence marocaine et crée des liens durables avec les économies concernées.

#### Diversification des partenariats stratégiques

La diplomatie marocaine a opéré une transformation profonde au cours des deux dernières décennies, passant d'une dépendance relative à ses partenaires traditionnels à une diversification stratégique qui lui assure une autonomie diplomatique significative. Cette diversification constitue un atout majeur dans le dossier du Sahara, permettant au Royaume de résister aux pressions et de construire des alliances multiples.

Le partenariat stratégique avec les États-Unis, scellé par le Traité d'amitié de 1787 - le plus ancien traité jamais signé par les États-Unis - s'est considérablement renforcé et diversifié. Au-delà de la reconnaissance historique de la souveraineté marocaine sur le Sahara, ce partenariat s'étend désormais à de multiples domaines : défense et sécurité, commerce et investissement, énergie, culture et éducation. Le statut de "Major Non-NATO Ally" confère au Maroc des priviléges particuliers en matière de coopération militaire et stratégique avec Washington.



## ANALYSE

### INTRODUCTION

#### 2025, L'ANNÉE DE TOUS LES POSSIBLES

Les relations avec l'Union Européenne, premier partenaire commercial du Royaume, sont entrées dans une nouvelle phase avec l'établissement d'un "Partenariat vert" qui fait du Maroc un partenaire privilégié dans la transition énergétique européenne. Le Maroc attire des investissements européens significatifs dans l'énergie verte, avec un projet colossal de 2,3 milliards de dollars d'ici 2027. La Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement (BERD) ainsi que l'Union Européenne jouent un rôle clé en finançant des initiatives vertes innovantes, visant à améliorer l'efficacité énergétique et à réduire l'empreinte carbone du pays. Cette relation s'étend désormais bien au-delà des questions commerciales traditionnelles pour inclure des coopérations stratégiques dans les domaines de l'énergie, de la sécurité, de la migration et de la lutte contre le changement climatique.

La coopération avec la Chine s'est considérablement développée dans le cadre de l'initiative "Belt and Road". Le Maroc est devenu un partenaire stratégique pour Pékin dans sa projection vers l'Afrique et l'Atlantique. Cette relation se matérialise par des investissements massifs dans les infrastructures,

les zones industrielles et les projets énergétiques ainsi que la production de batteries pour véhicules électriques. Le constructeur chinois Gotion va commencer la production de batteries pour véhicules électriques à Kénitra en juin 2026. De plus, une nouvelle usine sera également installée à la Cité Mohammed VI Tanger Tech, dont la construction prendra environ deux ans. La position géographique du Royaume, à la croisée de l'Europe, de l'Afrique et de l'Atlantique, en fait un maillon essentiel des nouvelles routes de la soie. En 2023, les échanges commerciaux entre le Maroc et la Chine ont approché les 8 milliards de dollars faisant de la Chine le troisième partenaire commercial du pays.

Le Maroc a également su développer un partenariat stratégique avec la Russie, transcendant les clivages traditionnels de la Guerre froide qui avaient longtemps placé l'URSS dans le camp algérien. Cette relation se manifeste par une coopération accrue dans les domaines énergétique, agricole, technologique et culturel. Moscou, pragmatique, reconnaît désormais l'importance stratégique du Maroc et maintient une position plus équilibrée sur le dossier du Sahara.



## ANALYSE

### INTRODUCTION

#### 2025, L'ANNÉE DE TOUS LES POSSIBLES

Les relations avec les pays du Golfe se sont également renforcées et diversifiées. Au-delà des liens traditionnels avec l'Arabie Saoudite, le Maroc a développé des partenariats stratégiques avec les Émirats Arabes Unis et le Qatar, qui se traduisent par des investissements massifs dans l'économie marocaine et un soutien diplomatique ferme sur le dossier du Sahara. Les investissements des pays du Golfe au Maroc ont atteint environ 5 milliards de dollars ces dernières dix années. Des projections optimistes estiment que ces investissements pourraient atteindre 120 milliards de dollars au cours des dix prochaines années.

La signature du partenariat d'exception entre la France et le Maroc fin octobre 2024 à Rabat marque un tournant décisif dans les relations bilatérales et dans le positionnement français sur le dossier du Sahara. Ce partenariat, qui couvre des domaines aussi variés que l'économie, la défense, la culture et l'éducation, comporte pour la première fois une reconnaissance explicite du plan d'autonomie marocain comme "seule base sérieuse et crédible" pour la résolution du conflit. Cette évolution significative de la position française,

longtemps caractérisée par une prudence diplomatique, traduit la reconnaissance par Paris de la centralité du Maroc comme partenaire stratégique en Afrique et en Méditerranée.

La déclaration conjointe souligne également le soutien français aux grands projets de développement dans les provinces du Sud, avec l'annonce d'un programme d'investissement de plusieurs milliards d'euros intégrant des participations d'entreprises françaises au méga-projet du port de Dakhla Atlantique et aux initiatives d'énergie renouvelable. Ce positionnement français s'inscrit dans une tendance européenne plus large de soutien pragmatique à la position marocaine.

Cette diversification stratégique permet au Maroc de ne pas être otage d'un partenariat exclusif et de maintenir une autonomie diplomatique qui renforce sa position dans le dossier du Sahara. La multiplicité des alliances créées lui permet de mobiliser des soutiens diversifiés et de résister aux tentatives d'instrumentalisation du conflit.



## ANALYSE

# I. LES NOUVELLES DYNAMIQUES DE RÉSOLUTION 2025

### **Le club des pays amis du Sahara : un acteur diplomatique émergent**

Le club des pays amis du Sahara s'est progressivement imposé comme un acteur clé dans la dynamique de résolution du conflit. Ce groupe informel, qui rassemble des pays de différents continents partageant une vision commune sur la nécessité d'une solution politique réaliste au conflit, joue un rôle croissant dans la mobilisation du soutien international à la proposition d'autonomie marocaine.

Formé au début des années 1990 à l'initiative de James Baker, alors envoyé personnel du Secrétaire général des Nations Unies pour le Sahara occidental, ce groupe informel réunit cinq pays influents : la France, la Russie, l'Espagne, le Royaume-Uni et les États-Unis. Son objectif initial était de soutenir les efforts de l'ONU dans la mise en œuvre d'un plan de règlement prévoyant un référendum d'autodétermination. Cependant, l'évolution de la situation géopolitique et les réalités sur le terrain ont progressivement transformé le rôle et la position du groupe.

Aujourd'hui, un consensus sans précédent s'y dessine en faveur de la

souveraineté marocaine sur le Sahara occidental. La France, les États-Unis et l'Espagne reconnaissent cette souveraineté, tandis que la Russie et le Royaume-Uni l'admettent implicitement. La composition du groupe, qui réunit quatre des cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU, lui donne un poids décisif dans l'orientation des décisions onusiennes.

L'action du club s'articule autour de plusieurs axes stratégiques. Il travaille activement à élargir le cercle des soutiens à la position marocaine, en menant un travail de sensibilisation auprès des États encore hésitants. Il contribue également à la formulation de propositions concrètes pour faire avancer le processus politique, jouant un rôle de laboratoire d'idées pour la résolution du conflit.

En 2025, ce groupe pourrait être à l'origine d'une initiative diplomatique majeure visant à formaliser le soutien international au plan d'autonomie marocain. Une proposition de résolution présentée conjointement par plusieurs membres influents du club pourrait créer une dynamique irrésistible au sein du Conseil de sécurité, mettant l'Algérie et le Polisario face à un large consensus international en faveur de la position marocaine.



## ANALYSE

# I. LES NOUVELLES DYNAMIQUES DE RÉSOLUTION 2025

### La position américaine : continuité stratégique et nouvelles opportunités

Le retour de Donald Trump à la Maison Blanche en 2025 s'inscrit dans une continuité stratégique concernant le dossier du Sahara. La reconnaissance historique de la souveraineté marocaine par les États-Unis en décembre 2020 a créé un précédent majeur dont les effets continuent de se déployer cinq ans plus tard. Cette décision, loin d'être un simple acte diplomatique ponctuel, reflète une vision stratégique globale qui fait du Maroc un partenaire incontournable des États-Unis dans la région.

Si les premières semaines de la nouvelle administration Trump ont été dominées par d'autres priorités, tout indique que le dossier du Sahara reste une préoccupation importante pour Washington. La position américaine s'articule autour de considérations stratégiques qui dépassent largement le cadre du conflit lui-même :

- La stabilité régionale : dans un contexte de fragilisation du Sahel et de menaces terroristes persistantes, les États-Unis voient dans le Maroc un pôle de stabilité essentiel pour leurs intérêts sécuritaires

- La compétition avec la Chine et la Russie : le soutien au Maroc s'inscrit dans une stratégie plus large visant à contrer l'influence croissante de ces puissances en Afrique

- Les intérêts économiques : les entreprises américaines sont de plus en plus présentes au Maroc et dans les provinces du Sud, notamment dans les secteurs énergétique et technologique

- La sécurité d'Israël : l'accord tripartite de 2020 a créé un lien direct entre la normalisation des relations Maroc-Israël et la position américaine sur le Sahara

La position favorable de Trump sur le dossier ne signifie pas pour autant que Washington n'ait pas d'attentes spécifiques vis-à-vis du Maroc. L'administration américaine cherche notamment à :

- Faire évoluer l'accord tripartite pour l'intégrer plus étroitement aux Accords d'Abraham, créant ainsi un cadre régional de coopération plus large

- Impliquer le Maroc dans les efforts de reconstruction de Gaza, tirant parti de son influence dans le monde arabe et de ses relations avec Israël



## ANALYSE

### I. LES NOUVELLES DYNAMIQUES DE RÉSOLUTION 2025

- Obtenir des garanties concernant la limitation de l'influence chinoise dans l'Atlantique, particulièrement dans les provinces du Sud où les investissements chinois se multiplient

Ces attentes créent un espace de négociation qui pourrait déboucher sur des avancées significatives dans le dossier du Sahara en 2025. Le Maroc, conscient de ces enjeux, a développé une approche diplomatique sophistiquée qui lui permet de répondre aux préoccupations américaines tout en préservant ses intérêts fondamentaux et son autonomie stratégique.

Toutefois, le Royaume a également démontré sa capacité à résister aux pressions excessives. La diversification de ses partenariats internationaux lui confère une marge de manœuvre significative face aux tentatives d'instrumentalisation du dossier du Sahara. La toile d'influence tissée en Afrique par le Maroc le rend désormais incontournable et lui permet d'aborder les négociations avec Washington depuis une position de force relative.

En définitive, la position américaine sur le Sahara en 2025 reflète une vision stratégique de long terme qui reconnaît le rôle central du Maroc comme partenaire de stabilité et de développement dans la région. Cette vision, initiée sous le premier mandat Trump, trouve sa pleine expression en 2025 dans un contexte international qui renforce encore sa pertinence.

#### **Les défis de la résolution : le nœud gordien algérien**

La résolution définitive du conflit du Sahara nécessite de traiter deux aspects distincts mais intrinsèquement liés : la question du Polisario et la position algérienne. Si le premier aspect relève principalement de considérations techniques et peut être résolu dans le cadre d'un processus politique structuré, le second constitue un défi diplomatique et stratégique majeur qui requiert une approche plus globale.

Concernant le Polisario, la résolution du conflit impliquera nécessairement :



## ANALYSE

### I. LES NOUVELLES DYNAMIQUES DE RÉSOLUTION 2025

- Le démantèlement progressif de ses structures militaires et le désarmement de ses milices
- La fermeture des camps de Tindouf et la réintégration des populations dans les provinces du Sud
- Un processus rigoureux d'identification pour déterminer les ayants droit parmi les populations des camps
- Des mécanismes d'intégration sociale, politique et économique de la population issue des camps et des dirigeants du mouvement

Ces aspects, bien que complexes, relèvent principalement d'une ingénierie politique et sociale qui peut être mise en œuvre dans le cadre d'un accord global sous supervision internationale. Les expériences de démobilisation et réintégration menées dans d'autres contextes post-conflits offrent des modèles qui pourraient être adaptés à la situation spécifique du Sahara.

La question algérienne s'avère nettement plus complexe et constitue le véritable nœud gordien du conflit. Après avoir fait du Sahara l'axe central de sa politique étrangère et un élément structurant de sa rhétorique nationaliste pendant plus de cinquante ans, le pouvoir algérien se trouve dans une position délicate.

Un revirement complet sur cette question fondamentale représenterait un risque politique majeur pour un régime déjà confronté à des défis internes considérables.

L'hostilité algérienne envers le Maroc dépasse largement la simple question du Sahara pour s'ancrer dans une rivalité géopolitique plus profonde et ancienne. La compétition pour le leadership régional, les différends frontaliers hérités de la période coloniale, les divergences idéologiques et les conflits d'intérêts économiques ont contribué à structurer une relation antagoniste qui rend difficile toute normalisation rapide.

Néanmoins, plusieurs facteurs pourraient conduire à une évolution de la position algérienne en 2025 :

- Les pressions internationales croissantes : les États-Unis et les puissances européennes pourraient exercer une pression coordonnée sur Alger pour l'amener à adopter une position plus constructive
- Les défis économiques internes : confrontée à une crise économique structurelle aggravée par la transition énergétique mondiale, l'Algérie pourrait être contrainte de réévaluer les coûts de son hostilité envers le Maroc



## ANALYSE

### I. LES NOUVELLES DYNAMIQUES DE RÉSOLUTION 2025

- L'évolution des équilibres régionaux : l'influence croissante du Maroc en Afrique et les soutiens internationaux à sa position sur le Sahara modifient progressivement le rapport de forces en faveur de Rabat
- Les préoccupations sécuritaires communes : face à la détérioration de la situation au Sahel, les impératifs de coopération sécuritaire pourraient l'emporter sur les antagonismes historiques

La résolution définitive du conflit en 2025 nécessitera donc une approche diplomatique sophistiquée qui permette à l'Algérie de sauver la face tout en acceptant la réalité d'une solution basée sur le plan d'autonomie marocain. Cette "porte de sortie honorable" pourrait prendre la forme d'un accord global incluant d'autres aspects des relations bilatérales, comme les questions frontalières, la coopération économique ou les enjeux sécuritaires régionaux.

Les États-Unis, en particulier, pourraient jouer un rôle déterminant dans cette dynamique en proposant un cadre global de normalisation qui offre des incitations significatives à l'Algérie de sauver la face tout en acceptant la réalité d'une solution

basée sur le plan d'autonomie marocain. Cette "porte de sortie honorable" pourrait prendre la forme d'un accord global incluant d'autres aspects des relations bilatérales, comme les questions frontalières, la coopération économique ou les enjeux sécuritaires régionaux.

Les États-Unis, en particulier, pourraient jouer un rôle déterminant dans cette dynamique en proposant un cadre global de normalisation qui offre des incitations significatives à l'Algérie tout en préservant les intérêts fondamentaux du Maroc. La seconde administration Trump, forte de son expérience dans la négociation des Accords d'Abraham, pourrait mobiliser son expertise pour faciliter ce rapprochement historique.

## ANALYSE

### II. LA CONVERGENCE DES INTÉRÊTS INTERNATIONAUX

#### L'urgence européenne : sécurité, énergie et migration

L'Europe de 2025 fait face à des défis multiples qui redéfinissent fondamentalement sa relation avec son voisinage sud. La convergence de crises diverses - énergétique, migratoire, sécuritaire - crée une situation où la résolution du conflit du Sahara devient un impératif stratégique pour le continent européen.

La crise énergétique, accentuée par les tensions géopolitiques et l'accélération de la transition vers des sources d'énergie plus durables, place le Maghreb au centre des préoccupations européennes. Le projet de gazoduc transsaharien porté par le Maroc représente une opportunité majeure pour diversifier les approvisionnements énergétiques européens et réduire la dépendance vis-à-vis de la Russie. De même, le potentiel du Maroc et des provinces du Sud en matière d'énergies renouvelables (éolien, solaire, hydrogène vert) en fait un partenaire stratégique pour la transition énergétique européenne.

Les défis migratoires constituent un autre facteur crucial. Face à des pressions migratoires croissantes, l'Europe a besoin de partenaires stables et fiables au sud de la Méditerranée pour développer une approche globale de la gestion des flux. Le Maroc s'est imposé comme un interlocuteur incontournable sur cette question, développant une politique migratoire qui combine contrôle des frontières et intégration des migrants. La persistance du conflit du Sahara risque de compromettre cette coopération essentielle et de créer de nouvelles zones d'instabilité propices aux trafics humains.

La dimension sécuritaire est également centrale dans les préoccupations européennes. La déstabilisation du Sahel et la persistance de la menace terroriste créent un environnement volatil aux portes de l'Europe. Dans ce contexte, le Maroc représente un pôle de stabilité et un partenaire précieux dans la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent. Son expertise en matière de sécurité, sa connaissance des réseaux terroristes régionaux et son approche globale combinant sécurité, développement et réforme religieuse en font un allié stratégique pour les pays européens.

## ANALYSE

### II. LA CONVERGENCE DES INTÉRÊTS INTERNATIONAUX

Cette convergence d'intérêts a conduit à une évolution significative des positions européennes sur le dossier du Sahara. Si l'Union Européenne maintient officiellement une position de neutralité, plusieurs États membres ont évolué vers un soutien plus explicite à la proposition d'autonomie marocaine :

- La France a toujours maintenu une position favorable au Maroc, qu'elle a renforcée ces dernières années
- L'Espagne, après une période de tensions, a clairement reconnu le plan d'autonomie comme la base la plus sérieuse et crédible pour résoudre le conflit
- L'Allemagne a opéré un revirement majeur en soutenant également le plan marocain
- De nombreux pays d'Europe centrale et orientale, moins contraints par l'héritage colonial, adoptent des positions pragmatiques favorables au Maroc

Cette évolution crée une dynamique favorable à une position européenne plus unifiée et constructive. En 2025, l'Union Européenne pourrait franchir un pas décisif en reconnaissant formellement la pertinence et la crédibilité du plan d'autonomie marocain, apportant ainsi un soutien diplomatique crucial à une résolution définitive du conflit.

#### **Les nouvelles puissances : entre opportunisme et vision stratégique**

L'engagement des puissances émergentes dans le dossier du Sahara reflète les transformations profondes de l'ordre international et l'émergence de nouvelles dynamiques géopolitiques. Ces puissances, motivées par des considérations principalement économiques et stratégiques, contribuent à modeler une nouvelle approche du conflit qui transcende les clivages idéologiques traditionnels.

#### **La stratégie chinoise : Le Sahara dans les nouvelles routes de la soie**

L'engagement chinois dans le dossier du Sahara s'inscrit dans une stratégie plus large de pénétration économique et d'influence en Afrique. Pour Pékin, le Maroc représente un maillon essentiel des nouvelles routes de la soie, offrant un accès privilégié aux marchés européens, africains et américains. Cette vision stratégique se traduit par des investissements massifs dans les infrastructures marocaines, notamment dans les provinces du Sud. La Chine est impliquée dans des projets majeurs comme la construction du complexe solaire Noor à Ouarzazate et se positionne activement pour d'autres projets d'extension.



## ANALYSE

### II. LA CONVERGENCE DES INTÉRÊTS INTERNATIONAUX

La position chinoise sur le conflit se caractérise par un pragmatisme économique qui transcende les considérations politiques traditionnelles. Sans reconnaître officiellement la souveraineté marocaine sur le Sahara, Pékin développe une coopération économique approfondie qui crée des faits accomplis sur le terrain. Les investissements chinois dans les infrastructures portuaires, les énergies renouvelables et les zones industrielles des provinces du Sud contribuent concrètement à l'intégration de ces territoires dans l'espace économique marocain.

Cette approche reflète la doctrine chinoise de non-ingérence dans les affaires intérieures des États et sa préférence pour les solutions pragmatiques aux conflits régionaux. Pour Pékin, la stabilité régionale et la sécurisation des routes commerciales prennent sur les considérations idéologiques. Dans cette perspective, le plan d'autonomie marocain apparaît comme la solution la plus viable et la plus propice à la stabilité nécessaire au déploiement des projets économiques chinois.

L'influence croissante de la Chine dans la région crée cependant des tensions avec les États-Unis, particulièrement préoccupés par la présence chinoise dans l'espace atlantique. Cette compétition géopolitique constitue à la fois un défi et une opportunité pour le Maroc, qui doit naviguer entre ces influences concurrentes tout en préservant ses intérêts stratégiques.

#### La Russie : entre héritage soviétique et réalisme stratégique

La position russe sur le dossier du Sahara a connu une évolution subtile mais significative qui reflète les transformations de la politique étrangère de Moscou et son adaptation aux nouvelles réalités régionales. Traditionnellement proche de l'Algérie, héritière de liens forgés pendant la période soviétique, la Russie a progressivement développé une approche plus équilibrée qui reconnaît l'importance stratégique du Maroc.

Cette évolution se manifeste à travers le développement d'un partenariat stratégique russo-marocain couvrant de multiples domaines : coopération énergétique, agriculture, pêche, tourisme, technologie et culture.

## ANALYSE

### II. LA CONVERGENCE DES INTÉRÊTS INTERNATIONAUX

Cette relation, formalisée lors de la visite historique du Roi Mohammed VI à Moscou en 2016, a contribué à nuancer la position russe sur le conflit du Sahara.

Si la Russie maintient officiellement une position de neutralité, soutenant le processus onusien, elle a cessé d'être un soutien actif des positions algériennes et du Polisario. Cette neutralité bienveillante se traduit notamment par une abstention systématique lors des votes au Conseil de sécurité sur le renouvellement du mandat de la MINURSO, permettant l'adoption de résolutions globalement favorables à la position marocaine.

Dans le contexte géopolitique de 2025, marqué par les tensions avec l'Occident, Moscou pourrait être tentée de renforcer encore sa coopération avec le Maroc comme moyen de diversifier ses alliances dans la région. Une évolution plus explicite de sa position sur le Sahara pourrait s'inscrire dans cette stratégie, d'autant que le conflit ukrainien a démontré l'importance pour la Russie de maintenir des relations diversifiées au-delà de ses alliés traditionnels.

*L'Inde et les puissances émergentes : des acteurs aux intérêts croissants*

L'engagement croissant de l'Inde et d'autres puissances émergentes (Brésil, Turquie, Corée du Sud) dans la région ajoute une nouvelle dimension au dossier du Sahara. Ces pays, motivés principalement par des considérations économiques et commerciales, contribuent à diversifier le panel des acteurs internationaux impliqués dans la région.

L'Inde, en particulier, a développé une présence significative au Maroc dans des secteurs stratégiques comme les phosphates, les technologies de l'information, l'automobile et les énergies renouvelables. Cette coopération économique s'accompagne d'un soutien diplomatique discret mais réel à la position marocaine sur le Sahara. New Delhi reconnaît l'importance de la stabilité régionale pour ses intérêts économiques et voit dans le plan d'autonomie marocain une solution pragmatique au conflit.

La Turquie, dans le cadre de sa politique d'influence en Afrique et dans le monde musulman, a également renforcé ses liens avec le Maroc. Si Ankara maintient une position équilibrée sur le conflit, sa coopération économique et militaire croissante avec le Royaume crée une dynamique favorable à la position marocaine.

## ANALYSE

### II. LA CONVERGENCE DES INTÉRÊTS INTERNATIONAUX

Le Brésil, la Corée du Sud et d'autres puissances émergentes adoptent des approches similaires, privilégiant les opportunités économiques et commerciales tout en soutenant les efforts du Maroc pour une solution politique au conflit. Cette convergence d'intérêts renforce la dynamique internationale favorable à une résolution définitive basée sur le plan d'autonomie marocain.

## ANALYSE

### III. LES DIMENSIONS ÉCONOMIQUES ET DÉVELOPPEMENTALES CLÉS DE LA RÉSOLUTION

#### Le modèle de développement des provinces du Sud : Un catalyseur pour la résolution

La stratégie marocaine dans les provinces du Sud a connu une évolution majeure avec le lancement en 2015 du Modèle de Développement pour les Provinces du Sud. Ce programme ambitieux, doté d'un budget de plus de 8 milliards de dollars, va bien au-delà d'un simple plan d'investissement pour s'inscrire dans une vision globale de transformation économique et sociale du territoire.

Ce modèle de développement s'articule autour de quatre axes stratégiques :

1. Le développement d'infrastructures de classe mondiale
2. La promotion de secteurs économiques à fort potentiel
3. L'inclusion sociale et le développement humain
4. La gouvernance territoriale et la protection de l'environnement

Dans le domaine des infrastructures, les investissements massifs ont permis la création d'un réseau moderne de transport qui désenclave progressivement ce territoire. La route express Tiznit-Dakhla, les aéroports internationaux de Laâyoune et Dakhla,

et le méga-projet du port Dakhla Atlantique constituent les pièces maîtresses de cette transformation. Ce dernier projet, en particulier, ambitionne de créer un hub logistique et industriel majeur à l'échelle continentale, capable de rivaliser avec les plus grands ports mondiaux.

Sur le plan économique, le modèle de développement mise sur la valorisation des atouts spécifiques du territoire :

- Le potentiel halieutique exceptionnel constitué de 80% de poissons pélagiques et de 20% de poissons divers, avec le développement de clusters de pêche intégrés combinant capture, transformation et commercialisation
- L'agriculture adaptée aux conditions désertiques, avec des projets innovants d'agriculture sous serre et de cultures résistantes à la salinité
- Le tourisme écologique et d'aventure, tirant parti des paysages spectaculaires et des écosystèmes uniques
- Les énergies renouvelables, avec le développement de méga-projets solaires et éoliens qui font des provinces du Sud un laboratoire de la transition énergétique

La dimension sociale occupe également



## ANALYSE

### III. LES DIMENSIONS ÉCONOMIQUES ET DÉVELOPPEMENTALES CLÉS DE LA RÉSOLUTION

une place centrale dans ce modèle, avec des investissements majeurs dans l'éducation, la santé, le logement et la culture. Des programmes spécifiques visent à préserver et valoriser le patrimoine culturel hassani, créant ainsi les conditions d'une intégration harmonieuse qui respecte les spécificités culturelles sahraouies.

Cette approche globale a produit des résultats tangibles qui transforment progressivement la réalité sur le terrain et créent les conditions économiques et sociales d'une résolution durable du conflit. Le taux de chômage dans les provinces du Sud est désormais inférieur à la moyenne nationale, le revenu par habitant a considérablement augmenté, et les indicateurs de développement humain montrent une amélioration constante.

En 2025, ce modèle de développement entre dans une nouvelle phase qui met l'accent sur l'intégration régionale et l'ouverture vers l'Afrique subsaharienne. Les provinces du Sud se positionnent désormais comme un hub économique régional, une porte d'entrée vers les marchés ouest-africains et un laboratoire d'innovation pour des solutions adaptées aux défis spécifiques des régions désertiques et semi-désertiques.

Cette transformation économique et sociale constitue un argument de poids en faveur de la résolution du conflit basée sur le plan d'autonomie marocain. Elle démontre concrètement la capacité du Maroc à générer un développement inclusif qui bénéficie directement aux populations locales tout en créant des opportunités à l'échelle régionale. Elle offre également une perspective attractive pour les populations des camps de Tindouf, confrontées à des conditions de vie précaires et à l'absence de perspectives économiques.



## ANALYSE

### III. LES DIMENSIONS ÉCONOMIQUES ET DÉVELOPPEMENTALES CLÉS DE LA RÉSOLUTION

#### Le Sahara comme hub énergétique méditerranéen et africain

La transition énergétique mondiale crée de nouvelles opportunités pour les provinces du Sud, dont le potentiel en énergies renouvelables est exceptionnel. Les conditions d'ensoleillement exceptionnelles et les vents constants font de ce territoire l'un des plus propices au monde pour le développement des énergies solaire et éolienne.

Le Maroc a su capitaliser sur ce potentiel en développant des projets majeurs qui positionnent les provinces du Sud comme un hub énergétique émergent :

- Le parc éolien de Tarfaya, l'un des plus grands d'Afrique
- Les projets solaires de Boujdour et Dakhla
- Les installations pilotes d'hydrogène vert à Laâyoune

Ces projets s'inscrivent dans la stratégie énergétique nationale qui vise à porter la part des énergies renouvelables à 52% du mix électrique d'ici 2030. Les provinces du Sud jouent un rôle central dans cette transition, accueillant une part significative des nouvelles capacités installées.

Au-delà de la production d'électricité, les provinces du Sud se positionnent à l'avant-garde de la révolution de l'hydrogène vert. Le potentiel exceptionnel en énergies renouvelables, combiné à la proximité des marchés européens et à la disponibilité d'eau dessalée, crée les conditions idéales pour le développement d'une filière intégrée d'hydrogène vert et de ses dérivés (ammoniac, méthanol).

Cette dimension énergétique est étroitement liée au projet African Atlantic Gas Pipeline (AAGP), qui vise à transporter le gaz naturel nigérian vers l'Europe en passant par 13 pays uest-africains, dont le Maroc. Ce méga-projet, estimé à plus de 25 milliards de dollars, disposera d'une capacité de transport de 30 milliards de mètres cubes de gaz naturel par an, transformera profondément les équilibres énergétiques régionaux et renforcera considérablement le rôle du Maroc comme hub énergétique entre l'Afrique et l'Europe.

La convergence de ces initiatives énergétiques crée une dynamique économique puissante qui renforce l'argumentaire en faveur d'une résolution définitive du conflit. Les bénéfices

## ANALYSE

### III. LES DIMENSIONS ÉCONOMIQUES ET DÉVELOPPEMENTALES CLÉS DE LA RÉSOLUTION

potentiels de cette transition énergétique sont tels qu'ils constituent une incitation majeure pour l'ensemble des acteurs régionaux et internationaux à soutenir une solution politique durable.

L'économie bleue : un potentiel inexploité

Les provinces du Sud bénéficient d'une façade maritime exceptionnelle de plus de 1,100 km sur l'océan Atlantique. Ce littoral, aux eaux particulièrement poissonneuses en raison du phénomène d'upwelling, représente un atout économique majeur encore largement sous-exploité.

Le Maroc a lancé en 2020 une stratégie nationale d'économie bleue qui accorde une place particulière aux provinces du Sud. Cette stratégie vise à développer de manière intégrée et durable l'ensemble des activités liées à l'océan :

- La pêche durable et l'aquaculture
- La transformation des produits de la mer
- Les énergies marines renouvelables
- Le dessalement de l'eau de mer
- Le tourisme côtier
- Les biotechnologies marines
- Le transport maritime

Les investissements réalisés dans le cadre de cette stratégie commencent à porter leurs fruits. Le pôle halieutique intégré de Dakhla est devenu un modèle d'économie bleue circulaire, combinant pêche responsable, transformation à haute valeur ajoutée et valorisation des sous-produits. Les unités de dessalement d'eau de mer permettent non seulement d'assurer l'approvisionnement en eau potable des villes côtières mais également de développer une agriculture innovante adaptée aux conditions désertiques.

Cette dimension maritime du développement des provinces du Sud crée de nouvelles interdépendances régionales et renforce l'attractivité économique du territoire. Elle s'inscrit également dans la vision plus large de l'Alliance des États Africains Riverains de l'Atlantique, initiative portée par le Maroc qui vise à créer un espace de coopération maritime entre les 23 pays africains bordant l'océan Atlantique.

#### L'OCP et la diplomatie des phosphates

Le groupe OCP, fleuron de l'industrie marocaine et leader mondial des phosphates et engrais, joue un rôle

## ANALYSE

### III. LES DIMENSIONS ÉCONOMIQUES ET DÉVELOPPEMENTALES CLÉS DE LA RÉSOLUTION

Le Maroc a lancé en 2020 une stratégie nationale d'économie bleue qui accorde une place particulière aux provinces du Sud. Cette stratégie vise à développer de manière intégrée et durable l'ensemble des activités liées à l'océan :

- La pêche durable et l'aquaculture
- La transformation des produits de la mer
- Les énergies marines renouvelables
- Le dessalement de l'eau de mer
- Le tourisme côtier
- Les biotechnologies marines
- Le transport maritime

Les investissements réalisés dans le cadre de cette stratégie commencent à porter leurs fruits. Le pôle halieutique intégré de Dakhla est devenu un modèle d'économie bleue circulaire, combinant pêche responsable, transformation à haute valeur ajoutée et valorisation des sous-produits. Les unités de dessalement d'eau de mer permettent non seulement d'assurer l'approvisionnement en eau potable des villes côtières mais également de développer une agriculture innovante adaptée aux conditions désertiques.

Cette dimension maritime du développement des provinces du Sud crée de nouvelles interdépendances régionales et renforce l'attractivité économique du territoire. Elle s'inscrit également dans la vision plus large de l'Alliance des États Africains Riverains de l'Atlantique, initiative portée par le Maroc qui vise à créer un espace de coopération maritime entre les 23 pays africains bordant l'océan Atlantique.

#### L'OCP et la diplomatie des phosphates

Le groupe OCP, fleuron de l'industrie marocaine et leader mondial des phosphates et engrais, joue un rôle particulier dans le développement des provinces du Sud et dans la stratégie d'influence continentale du Royaume. Le gisement de Bou Craa, exploité dans la province de Laâyoune, constitue une ressource stratégique dont l'importance dépasse largement le cadre local.

Dans un contexte mondial marqué par des préoccupations croissantes concernant la sécurité alimentaire, les phosphates - ressource non substituable essentielle à l'agriculture moderne - acquièrent une importance géopolitique renouvelée. Le Maroc, qui détient environ 70% des réserves mondiales connues de

## ANALYSE

### III. LES DIMENSIONS ÉCONOMIQUES ET DÉVELOPPEMENTALES CLÉS DE LA RÉSOLUTION

particulier dans le développement des provinces du Sud et dans la stratégie d'influence continentale du Royaume. Le gisement de Bou Craa, exploité dans la province de Laâyoune, constitue une ressource stratégique dont l'importance dépasse largement le cadre local.

Dans un contexte mondial marqué par des préoccupations croissantes concernant la sécurité alimentaire, les phosphates - ressource non substituable essentielle à l'agriculture moderne - acquièrent une importance géopolitique renouvelée. Le Maroc, qui détient environ 70% des réserves mondiales connues de phosphates, dispose ainsi d'un levier d'influence considérable sur la scène internationale.

L'OCP a développé une stratégie africaine ambitieuse qui positionne le groupe comme un partenaire incontournable de la transformation agricole du continent. Cette stratégie s'articule autour de plusieurs axes :

- Le développement d'engrais spécifiquement adaptés aux sols et cultures africaines
- La création de plateformes logistiques et industrielles dans différentes régions du continent

- Des programmes de formation et d'accompagnement des agriculteurs
- Le soutien à la recherche agronomique et au développement de solutions innovantes
- Des partenariats avec les gouvernements et institutions régionales

Cette "diplomatie des phosphates" contribue significativement au renforcement de l'influence marocaine en Afrique et crée des liens durables avec de nombreux pays. Elle participe également à la création d'une image positive du Royaume comme partenaire de développement engagé dans la résolution des défis concrets du continent.

Sur le plan local, l'OCP contribue au développement socio-économique des provinces du Sud à travers ses activités directes et les initiatives de sa fondation. Les programmes de formation professionnelle, le soutien à l'entrepreneuriat local et les projets de développement communautaire créent un impact positif tangible qui renforce l'adhésion des populations locales au projet de développement marocain.

## ANALYSE

### IV. L'INTÉGRATION AFRICAINE COMME VECTEUR DE RÉSOLUTION

#### La réintégration à l'UA : un tournant stratégique

Le retour du Maroc au sein de l'Union Africaine en janvier 2017, après 33 ans d'absence, a marqué un tournant majeur dans la stratégie africaine du Royaume et dans sa démarche pour résoudre le conflit du Sahara. Cette décision historique, loin d'être une simple normalisation diplomatique, s'inscrivait dans une vision stratégique à long terme visant à agir de l'intérieur pour faire évoluer les positions continentales sur le dossier.

Ce retour s'est traduit par un engagement profond et multidimensionnel qui a progressivement transformé la perception du Maroc sur le continent. En quelques années, le Royaume est passé du statut d'acteur relativement isolé à celui de partenaire incontournable du développement africain. Cette transformation s'est opérée à travers une présence active dans les différentes institutions de l'UA et une contribution substantielle aux débats sur l'avenir du continent.

L'élection du Maroc au Conseil de Paix et de Sécurité de l'UA en 2018, instance traditionnellement dominée par les alliés

de l'Algérie, a symbolisé cette évolution rapide. Elle a permis au Royaume d'influencer directement les discussions sur les questions de sécurité continentale et de contribuer à une approche plus équilibrée des conflits régionaux.

Cette nouvelle influence s'est également manifestée par l'adoption de positions plus nuancées de l'UA sur le dossier du Sahara. L'organisation, longtemps alignée sur les positions algériennes, a progressivement évolué vers une neutralité constructive qui reconnaît la centralité du processus onusien et la nécessité d'une solution politique réaliste. Cette évolution, qui reflète un rapport de forces diplomatique transformé, crée des conditions plus favorables pour une résolution définitive du conflit en 2025.

Au-delà des aspects diplomatiques, la réintégration à l'UA a permis au Maroc de participer pleinement à l'élaboration et à la mise en œuvre de l'Agenda 2063, cadre stratégique pour le développement inclusif et durable du continent. Cette participation active renforce la légitimité du Royaume comme acteur du développement africain et crée des convergences d'intérêts avec de nombreux pays du continent.



## ANALYSE

### IV. L'INTÉGRATION AFRICAINE COMME VECTEUR DE RÉSOLUTION

#### Les initiatives panafricaines portées par le Maroc

Le Maroc s'est imposé comme un initiateur et un catalyseur de projets structurants à l'échelle continentale. Ces initiatives, qui répondent aux besoins concrets des populations et des économies africaines, renforcent considérablement la position du Royaume sur le continent et créent un capital de sympathie qui se traduit par un soutien croissant à sa position sur le Sahara.

L'initiative pour l'accès des pays du Sahel à l'océan Atlantique, lancée par le Roi Mohammed VI, illustre parfaitement cette approche. En proposant aux pays enclavés du Sahel (Mali, Niger, Burkina Faso, Tchad) un accès à l'Atlantique via les infrastructures marocaines, le Royaume répond à l'un des handicaps structurels majeurs de ces économies. Cette initiative combine développement d'infrastructures (routes, chemins de fer, plates-formes logistiques), facilités administratives et douanières, et partenariats économiques. Elle crée des interdépendances positives qui transcendent les clivages idéologiques traditionnels et ancrent le Maroc dans son environnement continental.

L'Alliance des États Africains Riverains de l'Atlantique constitue une autre initiative majeure portée par le Maroc. Cette alliance, qui réunit 23 pays africains bordant l'océan Atlantique, vise à créer un cadre de coopération pour la gouvernance maritime, le développement de l'économie bleue et la sécurité côtière. Elle répond aux défis croissants liés aux activités illicites en mer (piraterie, pêche illégale, trafics) et au potentiel inexploité des ressources maritimes africaines. En se positionnant comme le moteur de cette alliance, le Maroc renforce son leadership continental sur les questions maritimes et crée un nouveau forum d'influence diplomatique.

Le projet African Atlantic Gas Pipeline (AAGP), développé conjointement avec le Nigeria, représente probablement l'initiative la plus ambitieuse. Ce mégaprojet vise à relier les champs gaziers nigérians à l'Europe en traversant 13 pays ouest-africains. Au-delà de sa dimension énergétique, il s'agit d'un vecteur d'intégration économique sans précédent pour la région ouest-africaine. Les études de faisabilité sont en cours et le projet a reçu le soutien de nombreux partenaires internationaux, dont l'Union Européenne qui y voit une opportunité de diversification de ses approvisionnements énergétiques.



## ANALYSE

### IV. L'INTÉGRATION AFRICAINE COMME VECTEUR DE RÉSOLUTION

Dans le domaine de la sécurité alimentaire, le Maroc a lancé plusieurs initiatives continentales qui s'appuient sur son expertise dans le secteur des engrains et de l'agriculture adaptée aux zones arides. L'Initiative Triple A (Adaptation de l'Agriculture Africaine) vise à renforcer la résilience de l'agriculture africaine face au changement climatique. La Commission Climat pour la Région du Sahel, présidée par le Niger et fortement soutenue par le Maroc, développe des stratégies d'adaptation spécifiques pour cette région particulièrement vulnérable.

Ces initiatives créent un maillage d'intérêts communs qui renforce considérablement l'influence marocaine sur le continent. Elles démontrent concrètement la capacité du Royaume à contribuer au développement africain et à proposer des solutions adaptées aux défis spécifiques du continent. Cette diplomatie du développement s'avère particulièrement efficace pour transformer la perception du conflit du Sahara et rallier des soutiens à la position marocaine.

#### La diplomatie économique comme levier d'influence

La stratégie africaine du Maroc s'appuie fortement sur une diplomatie économique offensive qui a fait du Royaume le deuxième investisseur africain sur le continent. Cette présence économique, qui s'étend bien au-delà des partenaires traditionnels d'Afrique de l'Ouest pour toucher l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe, crée un réseau dense d'intérêts partagés qui renforce considérablement l'influence marocaine.

Les banques marocaines ont joué un rôle pionnier dans cette expansion économique. Attijariwafa Bank, BMCE Bank of Africa et le Groupe Banque Populaire ont développé des réseaux qui couvrent désormais la majeure partie du continent. Ces institutions ne se limitent pas aux activités bancaires traditionnelles mais jouent un rôle actif dans le financement du développement, l'inclusion financière et l'accompagnement des entreprises africaines. Leur connaissance approfondie des réalités économiques locales en fait des partenaires précieux pour le développement continental.

Le secteur des télécommunications constitue un autre vecteur majeur d'influence économique. Maroc Telecom, à travers sa filiale Onatel, est présent dans une dizaine de pays africains où

## ANALYSE

### IV. L'INTÉGRATION AFRICAINE COMME VECTEUR DE RÉSOLUTION

Il contribue au déploiement des infrastructures numériques et à la réduction de la fracture digitale. Cette présence dans un secteur aussi stratégique renforce l'influence marocaine et crée des liens durables avec les économies concernées.

Les entreprises marocaines du BTP et des infrastructures se sont imposées comme des acteurs majeurs du développement urbain et des grands projets d'infrastructure sur le continent. Des sociétés comme la TGCC ou Somagec participent à la construction de routes, de barrages, de ports et de logements dans de nombreux pays africains, contribuant concrètement à l'amélioration des conditions de vie des populations.

Dans le secteur agricole et agroalimentaire, le Maroc a développé une expertise particulière dans les technologies adaptées aux zones arides et semi-arides qui s'avère particulièrement pertinente pour de nombreuses régions africaines confrontées aux défis du changement climatique. Cette expertise se déploie à travers des partenariats public-privé qui combinent transfert de technologies, formation et investissements directs.

Cette présence économique diversifiée crée un écosystème d'interdépendances qui transcende les clivages politiques traditionnels. Des pays qui soutenaient historiquement les positions algériennes sur le Sahara évoluent progressivement vers une position plus équilibrée sous l'influence de ces liens économiques croissants. Cette dynamique explique en grande partie l'évolution favorable des positions africaines sur le dossier du Sahara, avec un nombre croissant de pays soutenant explicitement ou implicitement la proposition d'autonomie marocaine.



## ANALYSE

### V. LA DIMENSION SÉCURITAIRE : UN ARGUMENT MAJEUR POUR LA RÉSOLUTION

#### **Le Sahel en crise : implications pour le dossier du Sahara**

La détérioration continue de la situation sécuritaire au Sahel constitue l'un des arguments les plus puissants en faveur d'une résolution définitive du conflit du Sahara en 2025. L'instabilité croissante de cette région, marquée par la prolifération des groupes terroristes, l'effondrement des structures étatiques et la montée des trafics illicites, crée un environnement géopolitique où la persistance d'un conflit non résolu aux portes du Sahel apparaît comme un luxe que la communauté internationale ne peut plus se permettre.

Les coups d'État successifs au Mali, au Burkina Faso et au Niger ont profondément modifié les équilibres régionaux et créé un arc d'instabilité aux frontières sud du Maroc et de l'Algérie. Cette instabilité se caractérise par :

- La présence croissante de groupes terroristes affiliés à Al-Qaïda et à l'État Islamique
- Le développement de trafics de tous types (armes, drogues, êtres humains)
- Des déplacements massifs de populations
- Une crise humanitaire persistante
- Le retrait des forces internationales (Barkhane, MINUSMA)

- La montée en puissance de l'influence russe à travers le groupe Wagner

Dans ce contexte, les liens documentés entre certains éléments du Polisario et des groupes terroristes sahéliens renforcent ces préoccupations sécuritaires. Une porosité de cette zone constitue une vulnérabilité majeure tant pour le Maroc que pour l'Europe, dont la sécurité est directement affectée par les développements au Sahel.

Face à ces défis, le Maroc s'est imposé comme un partenaire sécuritaire incontournable pour les puissances occidentales. Son expertise dans la lutte contre le terrorisme, sa connaissance approfondie des réseaux régionaux et son approche globale combinant sécurité, développement et réforme religieuse en font un allié stratégique pour la stabilisation du Sahel. Le Bureau des Nations Unies pour la lutte contre le terrorisme a d'ailleurs établi son bureau pour l'Afrique à Rabat, reconnaissant ainsi le rôle central du Royaume dans ce domaine. Le Maroc a également co-présidé, jusqu'en mars 2023, le Forum Mondial de lutte contre le Terrorisme (GCTF).

## ANALYSE

### V. LA DIMENSION SÉCURITAIRE : UN ARGUMENT MAJEUR POUR LA RÉSOLUTION

La résolution définitive du conflit du Sahara permettrait de renforcer considérablement cette coopération sécuritaire en éliminant les zones grises et en permettant un contrôle effectif des frontières. Elle créerait les conditions d'une approche coordonnée des défis sahéliens, associant le Maroc et ses partenaires internationaux dans une stratégie globale de stabilisation régionale.

Cette dimension sécuritaire explique en grande partie l'évolution des positions européennes et américaines sur le dossier. Face à des menaces directes et immédiates émanant du Sahel, le soutien à une solution politique réaliste basée sur le plan d'autonomie marocain apparaît comme l'option la plus viable pour garantir la stabilité régionale.

#### La lutte contre le terrorisme et l'extrémisme

Le Maroc a développé une expertise internationalement reconnue dans la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent. Cette expertise, qui combine approche sécuritaire, renseignement humain sophistiqué, réforme religieuse et programmes de déradicalisation, s'est avérée particulièrement efficace dans un

contexte régional marqué par la prolifération des idéologies extrémistes.

Les services de renseignement marocains (DGST, DGED) collaborent étroitement avec leurs homologues européens et américains, contribuant à déjouer de nombreux attentats sur le sol européen. Cette coopération s'est intensifiée après les attentats du 11 septembre 2001 et s'est encore renforcée face à la menace représentée par l'État Islamique. Elle inclut le partage de renseignements, la formation commune et des opérations coordonnées.

Sur le plan religieux, la réforme initiée par le Roi Mohammed VI, en sa qualité de Commandeur des croyants, a permis de promouvoir un islam modéré et tolérant qui constitue un rempart efficace contre l'extrémisme. La formation des imams, la restructuration du champ religieux et la promotion du soufisme contribuent à construire une résilience sociétale face aux idéologies radicales.

Cette approche globale s'étend désormais à l'Afrique subsaharienne, où le Maroc forme des imams et des prédicateurs de nombreux pays confrontés à la montée de l'extrémisme. L'Institut Mohammed VI de formation des imams, moudjahidines et moudjahidates

## ANALYSE

### V. LA DIMENSION SÉCURITAIRE : UN ARGUMENT MAJEUR POUR LA RÉSOLUTION

(2.798 formés à ce jour) accueille des religieux de toute l'Afrique, contribuant à diffuser un islam modéré adapté aux réalités locales.

La résolution définitive du conflit du Sahara permettrait au Maroc de déployer pleinement cette expertise au service de la stabilité régionale, sans les contraintes et les distractions imposées par la persistance du conflit. Elle créerait également les conditions d'une coopération sécuritaire plus étroite avec l'Algérie, dont l'absence constitue aujourd'hui l'une des principales faiblesses de l'architecture sécuritaire régionale.

#### La gestion des flux migratoires

La question migratoire est devenue un enjeu central des relations entre l'Europe et l'Afrique du Nord. Face à des pressions migratoires croissantes, le Maroc s'est imposé comme un partenaire incontournable pour l'élaboration et la mise en œuvre d'une approche équilibrée de ce phénomène complexe.

La politique migratoire marocaine se distingue par son caractère humaniste et pragmatique. Les deux campagnes de régularisation lancées en 2014 et 2017

ont permis à des dizaines de milliers de migrants subsahariens d'obtenir un statut légal et de s'intégrer dans la société marocaine. Cette politique, qui rompt avec l'approche purement sécuritaire longtemps privilégiée, s'accompagne de programmes d'intégration dans les domaines de l'éducation, de la santé et de l'emploi.

Parallèlement, le Maroc a considérablement renforcé son contrôle des frontières, tant terrestres que maritimes, pour lutter contre les réseaux de trafic d'êtres humains. Cette approche équilibrée, qui combine humanisme et fermeté, est reconnue et soutenue par l'Union Européenne, qui a fait du Maroc un partenaire privilégié dans sa stratégie migratoire.

La persistance du conflit du Sahara complique considérablement cette gestion des flux migratoires. La zone tampon contrôlée par la MINURSO et les zones frontalières mal sécurisées créent des opportunités pour les trafiquants et les passeurs. La résolution définitive du conflit permettrait un contrôle plus efficace des frontières et une meilleure coordination des efforts de lutte contre les réseaux criminels.



## ANALYSE

### V. LA DIMENSION SÉCURITAIRE : UN ARGUMENT MAJEUR POUR LA RÉSOLUTION

Pour l'Europe, confrontée à une pression migratoire croissante et à des défis d'intégration majeurs, la stabilisation du Sahara occidental représente un intérêt stratégique direct. La persistance du conflit et le risque d'escalade constituent une menace pour l'efficacité de la coopération migratoire avec le Maroc et pourraient générer de nouveaux flux de réfugiés dans une région déjà sous pression.



## ANALYSE

### VI. LE RÔLE DES INSTITUTIONS INTERNATIONALES

#### L'ONU et le Conseil de sécurité : vers une solution définitive

Le Conseil de sécurité des Nations Unies joue un rôle central dans le processus politique visant à résoudre le conflit du Sahara occidental. Son approche a considérablement évolué au fil des années, reflétant tant les transformations du contexte régional que l'évolution des rapports de force diplomatiques.

Depuis 2007, toutes les résolutions du Conseil de sécurité sur le Sahara occidental reconnaissent explicitement la pertinence et le sérieux de la proposition d'autonomie marocaine. Cette évolution traduit une prise de conscience progressive de la nécessité d'une solution politique réaliste qui dépasse les approches dogmatiques héritées de la Guerre froide.

Les résolutions récentes du Conseil se caractérisent par une tonalité de plus en plus favorable à la position marocaine, avec un appel constant aux parties à faire preuve de réalisme et de compromis. Le Conseil a également réaffirmé à plusieurs reprises le rôle exclusif des Nations Unies dans la recherche d'une solution, écartant ainsi les tentatives de certains acteurs de transférer le dossier à d'autres instances comme l'Union Africaine.

En 2025, la configuration du Conseil de sécurité pourrait créer les conditions d'une avancée décisive. Les cinq membres permanents semblent désormais alignés sur une approche pragmatique qui reconnaît implicitement ou explicitement la pertinence du plan d'autonomie marocain :

- Les États-Unis ont formellement reconnu la souveraineté marocaine sur le Sahara
- La France soutient traditionnellement la position marocaine
- Le Royaume-Uni adopte une position de plus en plus favorable au plan d'autonomie
- La Russie, sans reconnaître explicitement la souveraineté marocaine, a cessé de soutenir activement le Polisario
- La Chine, fidèle à sa politique de non-ingérence, privilégie la stabilité régionale nécessaire à ses intérêts économiques

Cette convergence rare crée une fenêtre d'opportunité unique pour l'adoption d'une résolution définitive qui entérinerait le plan d'autonomie marocain comme base exclusive de la solution politique. Une telle résolution constituerait une avancée majeure vers la résolution définitive du conflit.

## ANALYSE

### VI. LE RÔLE DES INSTITUTIONS INTERNATIONALES

#### **La nécessité de dépasser le mécanisme de l'Envoyé personnel**

Le mécanisme de l'Envoyé personnel du Secrétaire général, malgré son caractère institutionnel incontournable dans l'architecture onusienne, a démontré ses limites structurelles dans la résolution du conflit du Sahara. L'expérience des dernières décennies, marquée par la succession de diplomates éminents à ce poste, n'a abouti à aucune avancée significative vers une solution durable. Ce constat d'inefficacité s'explique notamment par l'inadéquation du mandat face à la réalité géopolitique du conflit et l'absence de moyens substantiels pour influencer la position des acteurs clés, particulièrement l'Algérie qui maintient son rôle d'acteur central du blocage tout en refusant formellement de se présenter comme partie prenante. L'évolution progressive du mandat, abandonnant la perspective irréaliste d'un référendum au profit d'une solution politique négociée, reflète une prise de conscience insuffisante des nouvelles dynamiques régionales et internationales. Dans le contexte de 2025, caractérisé par la convergence d'intérêts stratégiques pour une résolution définitive, l'approche traditionnelle de médiation incarnée par

l'Envoyé personnel apparaît comme un cadre trop restrictif. La fenêtre d'opportunité unique créée par le retour de l'administration Trump et le cinquantenaire de la Marche Verte nécessite des initiatives diplomatiques plus directes et des mécanismes multilatéraux impliquant les acteurs disposant d'une réelle influence sur l'ensemble des parties. Sans abandonner formellement le cadre onusien, la résolution effective du conflit en 2025 passe nécessairement par des canaux complémentaires capables de surmonter l'immobilisme institutionnel et de créer les conditions d'une mise en œuvre réaliste du plan d'autonomie marocain.

#### **La MINURSO : un héritage coûteux à dépasser**

La Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO), déployée depuis 1991, est devenue un anachronisme diplomatique et un fardeau financier considérable pour la communauté internationale. Sa raison d'être initiale - l'organisation d'un référendum d'autodétermination - est unanimement reconnue comme caduque face aux réalités politiques et démographiques du territoire. Malgré les ajustements superficiels de son mandat au fil des



## ANALYSE

### VI. LE RÔLE DES INSTITUTIONS INTERNATIONALES

décennies, la mission n'a pas fondamentalement évolué pour s'adapter aux nouvelles dynamiques régionales et internationales, continuant d'absorber d'importantes ressources sans résultats tangibles.

L'année 2025 offre une opportunité stratégique pour reconsiderer l'existence même de cette mission. Un levier diplomatique particulièrement efficace pourrait résider dans la position américaine sur son financement. La décision de l'administration Trump de suspendre ou de conditionner strictement la contribution américaine au budget de la MINURSO constituerait un signal fort, contraignant le Conseil de sécurité à envisager une approche radicalement nouvelle pour la résolution définitive du conflit. Cette pression financière, combinée à une initiative diplomatique coordonnée, pourrait catalyser l'adoption d'une résolution reconnaissant la souveraineté marocaine et le plan d'autonomie comme unique solution viable.

Si une présence internationale transitoire demeure nécessaire pour accompagner la mise en œuvre d'une résolution politique définitive, celle-ci devrait prendre une forme entièrement nouvelle,

limitée dans le temps et dotée d'objectifs précis : supervision du désarmement des éléments du Polisario, accompagnement de la réintégration des populations des camps de Tindouf, et vérification ponctuelle des engagements pris. Cette mission de transition, distincte de la MINURSO dans sa conception comme dans son mandat, marquerait la reconnaissance internationale de l'irréversibilité de la souveraineté marocaine sur le Sahara occidental et la clôture définitive d'un chapitre obsolète de gestion des conflits hérité de l'ère post-coloniale.

#### Scénario 1 : La résolution sous impulsion américaine

Ce premier scénario se fonde sur une initiative diplomatique majeure de l'administration Trump visant à consolider et élargir la reconnaissance américaine de la souveraineté marocaine sur le Sahara. Cette initiative, qui s'inscrirait dans la continuité de la décision historique de décembre 2020, pourrait prendre plusieurs formes :

- Une pression diplomatique concertée sur l'Algérie, associant incitatifs économiques et menaces de sanctions, pour l'amener à adopter une position



## ANALYSE

### VII. LES SCÉNARIOS DE RÉSOLUTION EN 2025

plus constructive et plus conciliante

- Une initiative conjointe avec la France et d'autres alliés clés au Conseil de sécurité pour faire adopter une résolution reconnaissant explicitement la pertinence exclusive du plan d'autonomie
- La désignation du Polisario comme organisation terroriste, en s'appuyant sur ses liens documentés avec des groupes extrémistes au Sahel
- La mise en service effective (prévue) sur le terrain du consulat américain à Dakhla, concrétisant encore plus la reconnaissance déclarée en 2020
- Un plan d'investissement massif dans les provinces du Sud, associant capitaux publics et privés américains

Ce scénario serait probablement lié à des concessions marocaines sur d'autres dossiers stratégiques pour Washington, notamment :

- Un renforcement de la coopération avec Israël dans le cadre des Accords d'Abraham
- Une participation active aux efforts de reconstruction de Gaza
- Des garanties concernant la limitation de l'influence chinoise dans l'Atlantique
- Un engagement accru dans la stabilisation du Sahel

La probabilité de ce scénario dépend largement des priorités géopolitiques de la seconde administration Trump et de sa volonté d'investir du capital politique dans la résolution de ce conflit. L'engagement personnel de figures influentes comme Jared Kushner, architecte de l'accord tripartite de 2020, pourrait être déterminant.

#### **Scénario 2 : L'initiative du club des pays amis du Sahara**

Ce deuxième scénario s'articule autour d'une initiative diplomatique portée par le club des pays amis du Sahara. Ce groupe informel, qui rassemble des pays de différents continents soutenant la position marocaine, pourrait lancer une initiative diplomatique coordonnée visant à créer une dynamique irrésistible en faveur de la résolution du conflit.

Cette initiative pourrait prendre la forme d'une proposition de résolution au Conseil de sécurité, soutenue par un nombre significatif de pays membres et non-membres du Conseil. Cette proposition formaliserait le soutien international au plan d'autonomie marocain et établirait une feuille de route précise pour sa mise en œuvre.



## ANALYSE

### VII. LES SCÉNARIOS DE RÉSOLUTION EN 2025

Parallèlement, les membres du club pourraient :

- Ouvrir des consulats dans les provinces du Sud, créant ainsi un fait accompli diplomatique
- Lancer des initiatives économiques conjointes dans le territoire
- Établir un fonds international pour soutenir le développement et l'intégration régionale
- Organiser une conférence internationale sur l'avenir du Sahara occidental

Ce scénario présente l'avantage de diluer la responsabilité politique de l'initiative, la faisant porter par un groupe diversifié de pays plutôt que par une seule puissance. Il pourrait ainsi être plus acceptable pour l'Algérie et faciliter une sortie honorable pour le régime algérien.

**Scénario 3 : La solution négociée sous pression internationale**

Ce troisième scénario envisage une solution négociée sous forte pression internationale, impliquant directement le Maroc, l'Algérie et, dans une moindre mesure, le Polisario. Cette approche, qui reconnaîtrait explicitement le rôle central de l'Algérie dans le conflit, viserait à créer les conditions d'une normalisation globale des relations maroco-algériennes.

Ce processus pourrait être facilité par une médiation internationale de haut niveau, associant les États-Unis, la France et éventuellement d'autres acteurs influents. Il s'articulerait autour d'un package global comprenant :

- L'acceptation par l'Algérie du plan d'autonomie marocain comme base de la solution
- L'ouverture des frontières entre le Maroc et l'Algérie, fermées depuis 1994
- La relance de l'Union du Maghreb Arabe et des projets d'intégration régionale
- Des garanties spécifiques concernant les droits des populations sahraouies
- Des mesures de confiance dans le domaine sécuritaire et militaire

Ce scénario nécessiterait un changement significatif de la position algérienne, probablement lié à des évolutions internes du régime ou à une pression internationale massive. Sa réussite dépendrait largement de la capacité des médiateurs à proposer des incitations suffisantes et des garanties crédibles aux deux parties.

**Scénario 4 : La consolidation progressive du fait accompli**

## ANALYSE

### VII. LES SCÉNARIOS DE RÉSOLUTION EN 2025

Ce dernier scénario, moins spectaculaire mais peut-être plus probable, envisage une résolution progressive du conflit par la consolidation du fait accompli sur le terrain. Dans cette perspective, il n'y aurait pas d'initiative diplomatique majeure ou de résolution formelle, mais une acceptation graduelle par la communauté internationale de la souveraineté marocaine de facto sur le territoire.

Cette évolution se manifesterait par :

- L'ouverture continue de nouveaux consulats dans les provinces du Sud
- Le développement des investissements internationaux dans le territoire
- L'intégration progressive des institutions et de l'économie sahraouies dans l'espace marocain
- L'affaiblissement continu du Polisario, privé de soutiens internationaux significatifs
- L'adaptation pragmatique de la position algérienne aux nouvelles réalités régionales

Ce scénario, qui s'inscrit dans le temps long, présente l'avantage de ne pas exiger de ruptures diplomatiques majeures ou de concessions explicites. Il permet une évolution progressive des

positions qui préserve la face des différents acteurs tout en créant une nouvelle réalité sur le terrain.

#### **Scénario 5 : La voie du dialogue direct maroco-algérien**

Ce cinquième scénario, peut-être le plus audacieux mais également le plus fidèle à l'esprit de fraternité maghrébine, s'articule autour de l'établissement de négociations directes entre le Maroc et l'Algérie, conformément aux initiatives diplomatiques proposées par le Roi Mohammed VI dans ses discours successifs, notamment celui de la Marche Verte du 6 novembre 2018, et réitérées dans ses discours du Trône (30 juillet 2019, 2022 et 2023).

Cette approche reconnaît une évidence stratégique longtemps occultée par les considérations diplomatiques formelles : bien que le conflit implique officiellement le Maroc et le Polisario, sa résolution passe nécessairement par un règlement des différends entre Rabat et Alger. Le Sahara constitue en effet l'épicentre d'une rivalité géopolitique plus large entre les deux principales puissances du Maghreb, et toute solution durable ne peut émerger qu'à travers un dialogue franc et direct entre ces acteurs centraux.



## ANALYSE

### VII. LES SCÉNARIOS DE RÉSOLUTION EN 2025

Dans son discours de novembre 2018, le Souverain marocain avait proposé "la création d'un mécanisme politique conjoint de dialogue et de concertation" avec l'Algérie, affirmant avec clarté : "Je déclare aujourd'hui la disposition du Maroc au dialogue direct et franc avec l'Algérie sœur, afin que soient dépassés les différends conjoncturels et objectifs qui entravent le développement de nos relations."

La feuille de route implicite dans cette proposition royale comprend plusieurs composantes stratégiques :

- L'établissement d'un cadre institutionnel de dialogue dont "le niveau de représentation, le format et la nature seraient à convenir d'un commun accord" entre les deux pays
- L'examen sans tabou de tous les différends bilatéraux selon un "agenda ouvert", y compris la question du Sahara, dans un esprit de "franchise, objectivité, sincérité et bonne foi"
- L'identification des opportunités de coopération économique et de développement commun dans l'espace maghrébin
- Le renforcement de la concertation sur les défis sécuritaires régionaux, notamment la lutte contre le terrorisme et la gestion des flux migratoires

- La normalisation progressive des relations diplomatiques et économiques, incluant la réouverture des frontières terrestres fermées depuis 1994

Ce scénario présente l'avantage considérable d'aborder la question du Sahara non comme un préalable à la normalisation des relations bilatérales, mais comme une composante d'un dialogue global. Cette approche offrirait à l'Algérie une voie diplomatique honorable pour faire évoluer sa position sans donner l'impression de capituler sur un principe fondamental de sa politique étrangère.

En 2025, plusieurs facteurs pourraient favoriser la matérialisation de ce scénario :

- La pression économique interne en Algérie, accentuée par la transition énergétique mondiale, qui pourrait inciter le pouvoir à privilégier le développement économique sur les postures géopolitiques héritées de la Guerre froide
- L'évolution des opinions publiques des deux côtés de la frontière, de plus en plus conscientes du coût de la division et des opportunités manquées
- La pression discrète de partenaires internationaux influents (États-Unis,



## ANALYSE

### VII. LES SCÉNARIOS DE RÉSOLUTION EN 2025

France, monarchies du Golfe) qui verraient d'un œil favorable une réconciliation entre les deux puissances régionales

- La menace sécuritaire croissante au Sahel, qui nécessite une coordination étroite entre tous les acteurs régionaux

Ce scénario s'inscrit dans la profondeur historique des relations maroco-algériennes, rappelée par le Roi Mohammed VI lorsqu'il évoquait l'appui apporté par le Royaume à la Révolution algérienne et les "liens de sang et de parenté" qui unissent de nombreuses familles des deux pays. Il fait appel à cette "conscience maghrébine commune" qui avait présidé à la Conférence de Tanger en 1958, moment fondateur du projet d'unité maghrébine.

L'année 2025, qui coïncidera avec le cinquantenaire de la Marche Verte et marquera potentiellement un tournant dans la configuration géopolitique internationale, pourrait offrir le contexte propice à une telle initiative historique. La résolution du conflit du Sahara s'inscrirait alors dans une dynamique plus large de réconciliation entre deux nations destinées, par la géographie et l'histoire, à bâtir ensemble l'avenir du Maghreb.

## ANALYSE

### VIII. LES CONDITIONS DE SUCCÈS D'UNE RÉSOLUTION DÉFINITIVE

#### **L'intégration effective des populations sahraouies**

La réussite de toute solution politique au conflit du Sahara dépendra largement de sa capacité à garantir une intégration effective et harmonieuse des populations sahraouies dans le cadre marocain. Cette intégration doit aller bien au-delà des aspects formels pour créer les conditions d'une adhésion sincère au projet national marocain.

Le plan d'autonomie proposé par le Maroc offre un cadre institutionnel qui permet aux populations sahraouies de gérer leurs affaires locales tout en bénéficiant des avantages de l'appartenance à un État stable et prospère. La mise en œuvre effective de cette autonomie constitue une condition sine qua non du succès de la résolution.

Cette mise en œuvre devrait entériner des faits déjà existants sur le terrain:

- L'élection d'institutions locales représentatives et dotées de pouvoirs réels
- La préservation et la valorisation de la culture hassanie comme composante essentielle de l'identité nationale marocaine

- Des politiques volontaristes d'intégration socio-économique, notamment en matière d'éducation et d'emploi
- Des mécanismes de discrimination positive pour garantir une représentation adéquate des Sahraouis dans les institutions nationales

L'intégration des anciens membres du Polisario représente un défi particulier qui nécessitera des approches spécifiques. Des programmes de démobilisation, désarmement et réintégration (DDR), inspirés des meilleures pratiques internationales, devront être mis en place. Ces programmes pourraient inclure des formations professionnelles, des incitations économiques et des garanties judiciaires adaptées.

#### **Les garanties internationales**

La durabilité de la solution politique nécessitera des garanties internationales solides qui rassurent l'ensemble des parties prenantes sur le respect des engagements pris. Ces garanties pourraient prendre plusieurs formes :

## ANALYSE

### VIII. LES CONDITIONS DE SUCCÈS D'UNE RÉSOLUTION DÉFINITIVE

- Une résolution du Conseil de sécurité entérinant les termes de l'accord
- Un mécanisme international d'accompagnement économique et de développement durable
- Des traités bilatéraux et multilatéraux formalisant les engagements des différentes parties
- Des garanties spécifiques concernant le statut des réfugiés et leurs droits au retour

Les États-Unis, la France et d'autres acteurs internationaux influents auraient un rôle crucial à jouer dans la fourniture et le maintien de ces garanties. Leur crédibilité dépendra largement de leur capacité à exercer une pression équilibrée sur l'ensemble des parties et à maintenir un engagement sur le long terme.

#### **Le développement économique comme outil de consolidation**

Le développement économique des provinces du Sud constitue un facteur clé pour la consolidation d'une résolution politique du conflit. Au-delà des infrastructures et des investissements, ce développement doit se traduire par une amélioration tangible des conditions de

vie des populations locales et par la création d'opportunités économiques inclusives.

Les méga-projets en cours de développement - port de Dakhla Atlantique, complexes industriels, infrastructures énergétiques - doivent s'accompagner d'initiatives ciblées visant à :

- Promouvoir l'entrepreneuriat local
- Développer des filières de formation adaptées aux besoins de l'économie régionale
- Garantir une distribution équitable des bénéfices économiques
- Préserver l'environnement et les ressources naturelles
- Soutenir l'économie sociale et solidaire

La communauté internationale pourrait contribuer significativement à cet effort de développement à travers des programmes d'aide ciblés, des investissements directs et des transferts de technologie.

#### **La réconciliation et la justice transitionnelle**

La résolution définitive du conflit nécessitera un processus de



## ANALYSE

### VIII. LES CONDITIONS DE SUCCÈS D'UNE RÉSOLUTION DÉFINITIVE

réconciliation qui permette de panser les plaies du passé et de construire une vision commune de l'avenir. Ce processus devra s'inspirer des meilleures pratiques de justice transitionnelle tout en s'adaptant au contexte spécifique du Sahara.

Des programmes spécifiques devraient également être développés pour :

- Faciliter le retour et la réintégration des réfugiés
- Accompagner psychologiquement les victimes de traumatismes liés au conflit
- Promouvoir le dialogue entre les différentes composantes de la société
- Construire une mémoire collective qui reconnaît la complexité de l'histoire

Ce travail de réconciliation devrait s'étendre, à terme, aux relations maroco-algériennes, profondément marquées par des décennies d'antagonisme. Un processus similaire à la réconciliation franco-allemande pourrait être envisagé, s'appuyant sur des échanges culturels, éducatifs et économiques pour construire progressivement une vision partagée de l'avenir maghrébin.

## ANALYSE

### IX. LES IMPLICATIONS D'UNE RÉSOLUTION DÉFINITIVE

#### Pour la stabilité régionale et continentale

La résolution définitive du conflit du Sahara aurait des implications profondes pour la stabilité régionale et continentale. Elle éliminerait l'un des principaux facteurs de blocage de l'intégration maghrébine et créerait les conditions d'une coopération renforcée entre les pays de la région.

Cette intégration régionale, longtemps entravée par les tensions liées au Sahara, permettrait de libérer un potentiel économique considérable. L'Union du Maghreb Arabe, structure largement paralysée depuis sa création en 1989, pourrait enfin jouer son rôle de catalyseur du développement régional. Les projets d'infrastructure transfrontaliers, les complémentarités économiques et les échanges commerciaux créeraient une dynamique positive pour l'ensemble de la région.

À l'échelle continentale, la résolution du conflit renforcerait la position du Maroc comme acteur majeur du développement africain. Les initiatives portées par le Royaume pourraient se déployer pleinement, sans être entravées par les divisions liées au Sahara. L'Union

Africaine, libérée de cette pomme de discorde, pourrait se concentrer plus efficacement sur les défis majeurs du continent : développement économique, changement climatique, sécurité alimentaire, gouvernance.

#### Pour la sécurité méditerranéenne et européenne

La sécurité de l'Europe est directement affectée par l'instabilité du Maghreb et du Sahel. La résolution du conflit du Sahara contribuerait significativement à la stabilisation de cet espace géopolitique crucial pour la sécurité européenne.

Elle permettrait notamment :

- Une lutte plus efficace contre les réseaux terroristes transnationaux
- Un meilleur contrôle des flux migratoires irréguliers
- Une réduction des trafics illicites (armes, drogues)
- La sécurisation des approvisionnements énergétiques
- Le développement d'un partenariat économique plus équilibré entre les deux rives de la Méditerranée



## ANALYSE

### IX. LES IMPLICATIONS D'UNE RÉSOLUTION DÉFINITIVE

Pour les pays européens, particulièrement ceux de la rive nord de la Méditerranée, ces avantages stratégiques justifient pleinement un engagement actif en faveur d'une résolution définitive du conflit en 2025.

#### **Pour les relations internationales du Maroc**

La résolution définitive du conflit transformera profondément la politique étrangère marocaine. Libéré de la contrainte permanente que représente ce dossier, le Royaume pourrait déployer pleinement son potentiel d'influence régionale et internationale.

Les ressources diplomatiques, financières et politiques considérables mobilisées depuis des décennies pour défendre la position marocaine sur le Sahara pourraient être réorientées vers d'autres priorités stratégiques : développement économique, coopération sud-sud, leadership sur les questions environnementales et climatiques.

La normalisation des relations avec l'Algérie ouvrirait également de nouvelles perspectives de coopération bilatérale et régionale. Les complémentarités économiques entre les deux pays,

longtemps inexploitées en raison des tensions politiques, pourraient enfin se concrétiser dans des projets communs bénéfiques pour les deux peuples.

## ANALYSE

## CONCLUSION

L'année 2025 représente une fenêtre d'opportunité unique pour la résolution définitive du conflit du Sahara occidental. La convergence des intérêts internationaux, l'épuisement des alternatives au plan d'autonomie marocain et les risques croissants liés à la persistance du conflit créent les conditions d'une avancée décisive.

Le retour de Donald Trump à la Maison Blanche, dans un contexte marqué par la commémoration du cinquantenaire de la Marche Verte, offre une conjoncture politique particulièrement favorable. La décision historique de reconnaître la souveraineté marocaine sur le Sahara, prise lors de son premier mandat, pourrait trouver son accomplissement dans une initiative diplomatique majeure visant à imposer une solution définitive.

La position renforcée du Maroc sur la scène internationale constitue un atout majeur dans cette perspective. Le Royaume, fort de son développement économique, de son influence croissante en Afrique et de la diversification de ses partenariats stratégiques, aborde cette échéance depuis une position de force relative. La transformation des provinces du Sud en un hub économique régional crée par ailleurs une réalité sur le terrain

qui rend les alternatives au plan d'autonomie de plus en plus irréalistes.

La résolution de ce conflit dépasse largement le cadre bilatéral ou régional pour s'imposer comme une nécessité stratégique globale. Face aux défis majeurs qui confrontent la région - instabilité au Sahel, pressions migratoires, menace terroriste, insécurité énergétique - la persistance d'un conflit gelé aux portes de l'Europe apparaît comme un luxe que la communauté internationale ne peut plus se permettre.

L'année 2025 doit donc marquer non pas simplement la fin d'un conflit, mais le début d'une nouvelle ère de développement et d'intégration régionale. Une ère où le Sahara, loin d'être une pomme de discorde, deviendrait un carrefour d'échanges et de coopération entre le Maghreb, l'Afrique subsaharienne et l'Europe. Une ère où les populations sahraouies pourraient enfin se projeter dans un avenir de paix et de prospérité, au sein d'un Maroc pluriel et ouvert sur son environnement régional et continental.

Le chemin vers cette résolution reste semé d'obstacles, notamment la réticence algérienne et la complexité des



## ANALYSE

## CONCLUSION

enjeux politiques et humains. Mais les coûts de la non-résolution - en termes de stabilité régionale, de développement économique et de sécurité humaine - sont tels qu'ils imposent à tous les acteurs concernés une responsabilité historique. Celle de saisir l'opportunité unique que représente l'année 2025 pour mettre fin à l'un des derniers conflits territoriaux issus de la décolonisation et ouvrir un nouveau chapitre de l'histoire régionale.

Le temps du Sahara est venu. Le temps de transformer un vestige anachronique de la Guerre froide en un modèle innovant de résolution des conflits adapté aux réalités du XXI<sup>e</sup> siècle. Le temps de faire du cinquantenaire de la Marche Verte non pas une simple commémoration historique, mais le point de départ d'une nouvelle ère de paix, de stabilité et de développement partagé.